

La formule de Louisa Hanoune



«Il faut vider l'APN et le Sénat, des hommes d'affaires.»

La lutte contre la corruption, les bradages, détournements et autres gabegies, devraient passer d'abord par «l'assainissement des deux chambres parlementaires des représentants ou lobbies du secteur des affaires et des finances», a déclaré hier, la secrétaire générale du PT, Louisa Hanoune à l'ouverture de la session ordinaire de la commission des femmes travailleuses du parti. La responsable du PT, qui aurait appris, à travers la presse, l'information selon laquelle le gouvernement a ordonné une enquête sur les privatisations, n'en démord pas. Pour cause, la demande persistante formulée par le PT sur l'établissement d'un bilan sur les privatisations n'a rencontré que des dérobades constantes des députés. Cela, selon l'oratrice, «démontre que l'Assemblée populaire nationale ne pouvait et ne pourra jamais assumer son rôle dans la lutte contre la corruption». Ces représentants du monde des finances et des affaires constituent aux yeux de la responsable du PT, un frein apportant de l'eau au moulin des lobbies extérieurs contre la nouvelle orientation économique du gouvernement.

Ce constat cinglant permettra à l'oratrice de parier que «si la loi de finances complémentaire (LFC), expédiée par ordonnance, avait été soumise au débat général de l'APN, elle aurait été vidée de sa substance». Dans ce contexte, l'amendement de la loi organique portant régime électoral, selon Mme Hanoune, est indispensable pour barrer la route à ces groupes d'intérêts. L'oratrice a tiré son argument du contenu de l'article 103 de la Constitution. «Les cas incompatibles à la candidature aux élections des membres des institutions élues à l'exemple des affairistes, sont clairement stipulés dans cet article de la loi fondamentale», ajoute-t-elle. Poursuivant sur sa lancée, la première responsable du PT dira que «l'APN est une pure chambre d'enregistrement». Pis encore, «cette coquille vide» est incapable d'organiser même, un débat sur la liste noire. Interpellée sur les tenants et les aboutissants des scandales financiers ayant secoué le pays, l'oratrice refuse de voir une quelconque retombée des luttes claniques au sommet de l'Etat. «Nous ne faisons pas de la politique-fiction» rétorque-t-elle. Elle revendique plutôt l'indépendance de la justice et le respect du principe de présomption d'innocence. Outre l'instauration des garde-fous, Mme Hanoune exige l'arrêt du processus de privatisation «source de corruption». Toujours dans sa logique habituelle de la main étrangère, Mme Hanoune indiquera que «les pressions étrangères sont d'autant plus fortes qu'on est dans une période charnière marquée par diverses perturbations».

Dans le même ordre d'idées, l'oratrice soulignera que «la liste noire des pays dont les ressortissants seront soumis à des contrôles spécifiques est directement liée au refus de l'Algérie d'abriter l'Africom (le Commandement américain pour l'Afrique)».

De même que le nouveau report de l'extradition de Khalifa, qualifié au passage de feuilleton brésilien, est vu par Mme Hanoune comme un chantage du Royaume-Uni. Par ailleurs, la secrétaire générale du PT a annoncé l'organisation par son parti de la Conférence mondiale ouverte contre la guerre et l'exploitation qui aura lieu en novembre prochain à Alger.

Cette rencontre sera une occasion pour ouvrir le débat et faire une comparaison des expériences en vue de renforcer la lutte des travailleurs et des jeunes dans le monde.

LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

Écrit par Mohamed BOUFATAH - KAYENA

Dimanche, 07 Février 2010 00:07

Sur le plan économique, la secrétaire générale du PT a appelé à la réouverture des unités productives qui ont été fermées en vertu de cette loi en vue de la création de nouveaux postes.

[L'Expression](#)